



Déclaration liminaire du CSAL et CSAL/FS du 21 mars 2024

Plus de 160 milliards d'euros par an, c'est la somme gigantesque d'aides publiques indirectes et directes aux entreprises. Chaque année, le tiers du budget de l'État s'envole en direction des grands groupes. Cette année, encore, près de 100 milliards d'euros ont été reversés aux actionnaires du CAC40.

Coïncidence ? Non. L'argent du citoyen paye « les assistés de la Bourse ».

Pire, le déficit des comptes publics, est grevé chaque année par les aides publiques qui sont accordées au secteur privé.

Le refus du gouvernement de taxer les riches, est utilisé, comme prétexte pour écraser les chômeurs et le droit du travail, libéraliser encore davantage le secteur public, lorgner sur le « magot » de la Sécu, ponctionner les caisses de l'Agirc Arco, restreindre et contrôler les aides dites sociales. A ces mesures et projets s'ajoute un tour de vis budgétaire supplémentaire brutal.

Tout sourire, le ministre de l'Économie, Bruno Le Maire, a ainsi annoncé une « économie » de plus de 10 milliards d'euros, exclusivement sur le budget de l'État. Pour faire taire tout débat, le gouvernement a annulé par décret, ces dépenses budgétées. Ce carnage social est un plan d'austérité qui massacre encore un peu plus nos services publics et cible notamment l'Écologie, le travail/emploi et l'enseignement

Dans le détail :

- > Écologie : 3,4 milliards d'euros retirés du budget
- > Travail : 1,1 milliard d'euros retirés du budget
- > Éducation nationale : 8000 postes en moins, 691 millions d'euros retirés du budget
- > Recherche : 7500 postes en moins, 904 millions d'euros retirés du budget
- > Diplomatie : 400 postes (un chiffre colossal) supprimés, 174 millions d'euros retirés du budget
- > Sports : 302 millions d'euros retirés du budget en 2024, année pourtant « olympique »
- > L'aide publique au développement est rabaissée de 740 millions d'euros, l'aide à l'accès au logement perd 300 millions d'euros, ainsi que 134

millions d'euros de moins pour la police nationale, 118 millions de moins pour l'administration pénitentiaire, 70 millions de moins pour la Santé.

Chacun peut voir les dégradations qui vont se mettre en place.

Contradiction : comment « réarmer » (sic) et réindustrialiser le pays quand on détruit les capacités d'actions publiques ?

La réponse, selon la caste au pouvoir, est de continuer à se gaver sur notre dos, à nous pressurer et précariser encore davantage.

Dans le même temps, l'État lance un investissement de plus de 400 milliards en direction des armées et du complexe militaro-industriel. Ces chiffres indiquent la nature du choix politique du gouvernement. Ne laissons pas faire ces restrictions budgétaires qui sont l'illustration parfaite de la République en marche, « tout, partout, toujours pour les riches, rien pour les autres ».

L'ordre du jour de ce CSAL prévoit, la présentation des locaux de la BNI 8. Nous tenons à rappeler qu'il n'appartient pas aux organisations syndicales de juger du bien-fondé de la création de ce service ou de se positionner sur ce choix.

Si la CGT Finances Publiques réclame des créations d'emplois pour lutter contre la fraude fiscale, force est de constater que ces créations sont systématiquement autofinancées par des suppressions d'emplois dans d'autres services de la DGFIP comme à la DNEF.

Toutefois, nous tenons à saluer qu'à la différence de la création de la BIR4, la mise en place de la BNI8 est faite de manière plus transparente avec l'avis de l'ISST bien en amont.

Concernant son installation, nous regrettons que les agents des BNEPF déplacés subissent une perte d'espaces de travail et de mètres carrés.

L'installation de la BNI8 à Romainville est aussi problématique dans la mesure où tous les agents seront installés dans une seule salle. Et cela montre une nouvelle fois que l'immeuble de Romainville sera trop petit pour accueillir tous les agents de la DNEF. Ainsi, une salle de réunion est déjà transformée et nous ne sommes mêmes pas rentrés dans les lieux.

Nous souhaitons savoir si vous avez le nom du futur chef de service de la BNI8.

Nous tenons aussi à souhaiter une bonne installation aux futurs agents de ce service dans les meilleures conditions possibles.

Sur le vote du règlement intérieur, M. le Président vous connaissez notre position. Toutefois, nous avons entendu vos propos sur le pragmatisme de son utilisation.